Ilan Halévi :

«Pas de sécurité sans paix»

Pour Ilan Halévi, représentant de l'OLP auprès de l'Internationale socialiste, "la véritable sécurité n'existe qu'en l'absence de conflit et par le règlement des problèmes grâce à une politique de coopération, fondée sur la réciprocité et l'équilibre des intérêts." Il développe, en réponse aux questions de Bernard Ravenel, la conception de la sécurité pour les Palestiniens.

A partir du moment où s'amorce un processus de paix, de légitimes considérations de sécurité se posent pour toutes les parties concernées. Dans le conflit du Proche-Orient, le point fondamental pour nous, est que le peuple palestinien apparaît plus menacé que le peuple israélien et que donc l'Etat palestinien a davantage besoin de sécurité que l'Etat israélien.

Aujourd'hui, la sécurité s'envisage sous deux aspects, celui qui est lié aux effets : le désarmement, et celui qui est lié aux causes : la paix.

La véritable sécurité n'existe qu'en l'absence de conflit et par le règlement des problèmes grâce à une politique de coopération fondée sur la réciprocité et l'équilibre des intérêts.

Nous avons toujours dit que nous étions tout à fait prêts à ce que des forces internationales stationnent de manière prolongée sur le territoire de l'Etat palestinien pour faire tampon le long de la frontière israélienne car nous sommes particulièrement intéressés à la sécurité de cette frontière quand elle sera établie. Par ailleurs nous sommes partisans de mesures de désarmement général dans la région ; ce qui signifie que l'OLP n'envisage pas à l'avenir, pour l'Etat palestinien, de course aux armements. Cela ne veut pas dire que nous acceptons l'exigence d'établir un Etat palestinien qu'à la condition qu'il soit démilitarisé à

l'avance. Ce ne serait pas juste, ni du point de vue du droit — celui des Etats à assurer leur propre sécurité —, ni du point de vue de la logique car la démilitarisation de l'Etat palestinien ne prend tout son sens que si elle est un élément d'un processus global au niveau de toute la région. On ne peut pas envisager un Etat palestinien démilitarisé entouré de voisins surarmés.

Pour qu'un tel processus puisse s'enclencher, il faut à la fois des mesures de désarmement et l'instauration de mécanismes de sécurité commune, de surveillance réciproque avec un contrôle régional ou international de l'ensemble de ces dispositifs. Tout cela présuppose la paix ; tant qu'il n'y a pas d'Etat palestinien, on ne pourra pas y arriver, tant qu'il y a occupation, il n'y aura pas de normalisation étatique arabo-israélienne. Il faut donc d'abord un Etat palestinien avec au maximum des armes légères, sans armement lourd ; un Etat qui fondera sa sécurité par un système de garanties internationales et certainement pas en se dotant de missiles. D'une certaine manière, Israël a traversé la guerre du Golfe sous garanties internationales. Enfin, il ne faut pas oublier que l'arsenal nucléaire israélien constitue la menace la plus grande pour la sécurité de l'ensemble de la région. Le fait qu'Israël considère que le maintien du contrôle des territoires occupés est une condition de sa sécurité nous paraît une exigence absurde et archaïque. La guerre du Golfe a bien montré à quel point les conceptions topographiques et géographiques médiévales dont les Israéliens font état dans leurs discours publics, à l'époque de l'électronique et des missiles, constitue un élément de pure propagande et de pure mystification. La Cisjordanie et Gaza sont des territoires très exigus et les moyens de surveillance par satellite permettent d'avoir une idée très précise du moindre mouvement de chèvre sur le terrain...

Bien entendu les problèmes de sécurité ne se posent pas seulement entre les Israéliens et les Palestiniens, ils concernent aussi les autres Etats de la région. C'est toute la question du désarmement de l'ensemble de la région. De ce point de vue, il n'y aura pas d'accord avec les pays arabes armés ou surarmés si le désarmement ne touche pas Israël. Il faut donc des mesures progressives de désarmement pour l'ensemble des Etats de la région. L'extrême sévérité de la communauté internationale à l'égard de l'arsenal irakien devrait servir de précédent.

Sur ce sujet, la position de l'OLP est claire. Nous avons accepté de négocier une période intérimaire par laquelle nous espérons récupérer au plus vite le contrôle de la terre et des ressources naturelles, ce qui implique l'arrêt de la colonisation et le retour des personnes déplacées. Comme le statut définitif des territoires ne sera négocié que dans une seconde phase, il faut donc attendre ce moment pour poser la question de la sécurité de l'Etat. Actuellement se pose d'abord le problème de la sécurité du peuple palestinien dans les territoires occupés. C'est

pourquoi Haydar Abdel Shafi, chef de la délégation officielle palestinienne à la Conférence de la paix, a demandé la mise des territoires occupés sous protection des deux copatrons de la Conférence, directement ou à travers les Nations Unies.

Les conceptions de la sécurité que se faisait la population israélienne ont évolué à la suite de la guerre du Golfe. Elle en a retenu deux leçons majeures : 1) les territoires occupés ne constituent en rien un bouclier ; 2) pour Israël, il vaut mieux faire confiance aux autorités internationales qu'à l'autodéfense, qui était jusque là l'axiome en matière de sécurité. Bref, l'idée selon laquelle, on doit contrôler les hauteurs de Naplouse pour assurer sa sécurité est moins crédible aujourd'hui qu'hier.

Par ailleurs, les Etats arabes n'ont pas d'industrie militaire autonome; ils peuvent donc être très rapidement désarmés par les fournisseurs d'armes. C'est ainsi que la Syrie se prépare à une diminution progressive et constante d'armes soviétiques.

La solution à la menace potentielle d'un arsenal dans la région n'est pas de continuer la course aux armements mais bien d'entamer un processus de désarmement bi ou multilatéral. Une des difficultés majeures sur ce point fondamental tient au fait que les Américains sont opposés à un désarmement général au Proche Orient car ils veulent organiser la vassalisation des armées de la région dans le cadre d'un dispositif régional qu'il contrôlerait et qui, naturellement, incluerait Israël. Pour en revenir à la situation présente, on peut discerner quelques perspectives encourageantes. Les forces politiques de l'extrême droite en Israël paraissent isolées; ce sont surtout les colons qui soutiennent ces thèses et comme ils sont armés, on pourrait craindre de leur part une réaction violente. Mais dans une telle hypothèse, tout dépendrait de la fermeté du gouvernement à leur égard. Si le pouvoir se montre ferme, l'armée israélienne exécutera les ordres. Il y a le précédent de Yamit en 1982 avec l'évacuation du Sinaï : lorsque les colons ont voulu trop résister, l'armée, sur ordre du gouvernement, est intervenue vigoureusement et sans état d'âme. Il en serait de même à l'égard de groupements para-militaires d'autant qu'il existe dans l'opinion un consensus écrasant contre eux. Il ne faut pas sous-estimer le légitimisme profond de la société israélienne.

Il n'y a pas de risques de renversement du processus de paix si le gouvernement pense qu'il n'a pas le choix face aux pressions américaines; de plus, les pressions internes sont contradictoires, Shamir n'a plus besoin de l'extrême droite car il a le soutien inconditionnel et sans contre-partie du parti travailliste. En outre parmi les militaires, en particulier chez les généraux réservistes ou les responsables des renseignements militaires, beaucoup sont pour une coexistence avec les Palestiniens. Ces officiers ressemblent davantage aux militaires portugais de 1974 qu'à l'armée française pendant la

guerre d'Algérie. Des militaires de haut rang comme Yaariv, Sneh, Shlomo Gazit ou Harkabi sont des "colombes" partisans de la négociation. Ils sont paradoxalement moins accrochés à une conception militaire de la sécurité que certains civils du gouvernement. Il en avait déjà été ainsi au Liban en 1982 où la position de l'armée avait été moins provocatrice et terroriste que celle du Mossad.

A l'avenir, je pense qu'une solution du problème palestinien avec la création d'un Etat sur 23% de l'ex-Palestine bouleversera les problématiques traditionnelles en matière de sécurité dans tout le Moyen-Orient et même en Méditerranée.

Propos recueillis

par Bernard Ravenel